



Le 3 mai 2018

L'honorable Carolyn Bennett, Ministre
Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord
10, rue Wellington
Gatineau (Québec)
K1A 0H4

carolyn.bennett@canada.ca

Demande d'information : IR0365

Madame la ministre,

Comme vous le savez sans doute, le directeur parlementaire du budget (DPB) fournit au Sénat et à la Chambre des communes, de façon indépendante et non partisane, des analyses sur des questions relatives aux finances et à l'économie canadiennes, les budgets de dépenses et à certains autres documents, ainsi qu'au coût de certaines mesures. Dans l'exercice de ce mandat, je dois souvent obtenir des renseignements détenus par les ministères et les sociétés d'État. J'ai le droit conformément à l'article 79.4 de la *Loi sur le Parlement du Canada* de prendre connaissance, gratuitement et en temps opportun – sous réserve d'exceptions limitées – des renseignements exigés.

Je procède actuellement à une analyse en vertu l'alinéa 79.2(1)a) de la *Loi sur le Parlement du Canada*, qui confère au DPB le mandat de préparer des rapports contenant ses analyses concernant les documents du gouvernement fédéral suivants : (i) les budgets déposés par le ministre des Finances ou pour son compte, (ii) les mises à jour ou les exposés économiques et financiers soumis par le ministre des Finances, (iii) les rapports sur la viabilité financière soumis par le ministre des Finances, (iv) les prévisions budgétaires du gouvernement pour l'exercice.

Pour cette analyse, j'aimerais obtenir les renseignements suivants:

- Veuillez remplir le document Excel Infrastructure Reporting Template en pièce jointe en indiquant les projets et programmes financés par votre ministère à partir de fonds obtenus de l'Initiative fédérale en matière d'infrastructures par l'intermédiaire des Dépenses en infrastructures incluses dans le Budget de 2016.
- Veuillez retourner le document Excel Infrastructure Reporting Template au Bureau du directeur parlementaire du budget en format électronique.

Compte tenu de la nature de cette demande et de l'analyse en cours, j'estime que le **25 mai 2018** serait un délai raisonnable. Si l'accès aux renseignements demandés ne peut pas être accordé avant cette date, je dois en être avisé par vous, par le sous-ministre concerné ou son représentant approprié ou par le titulaire d'un poste équivalent.

Si vous ou votre personnel avez des questions concernant cette demande d'information, vous pouvez communiquer directement avec l'analyste responsable, Jason Jacques (jason.jacques@parl.gc.ca, 613-853-1596).

Vous trouverez ci-joint un formulaire de réponse. Vous devez le remplir et nous le renvoyer d'ici le 25 mai 2018, peu importe que vous nous fournissiez l'information demandée ou non. Si vous refusez de donner accès aux renseignements demandés, le sous-ministre concerné ou le titulaire d'un poste équivalent devra fournir par écrit les raisons justifiant le refus, comme l'exige l'article 79.41 de la *Loi sur le Parlement du Canada*.

La lettre de réponse sera affichée sur le site Web du DPB et, par conséquent, ne devrait pas porter la mention « confidentielle ». Veuillez donc joindre les renseignements demandés séparément. Si ceux-ci sont considérés confidentiels, prière de l'indiquer clairement, soit sur le fichier électronique, soit sur la version papier selon le cas.

Je vous remercie de votre collaboration à cet égard. L'objectif principal du DPB est de fournir des analyses rapides et efficaces au Sénat et à la Chambre des communes, et ainsi de contribuer à relever la qualité du débat parlementaire et à promouvoir une plus grande transparence budgétaire et une meilleure reddition de comptes. Ceci réside, en grande partie, dans la possibilité d'avoir un libre accès, en temps opportun, à l'information de qualité détenue par les ministères. Ce faisant, vous nous aidez à mieux servir le Sénat, la Chambre des communes, les sénateurs et les députés.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.



Jean-Denis Fréchette
Directeur parlementaire du budget

c. c. Katharine Rechico, secrétaire adjoint du Cabinet,
Bureau du Conseil privé, Secrétariat de liaison de politique macroéconomique
Hélène Laurendeau, Sous-ministre, Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord
Kelly Gillis, Sous-ministre, Infrastructure Canada

Pièces jointes : Formulaire de réponse pour IR0365
Infrastructure Reporting Template